

DUMÉT (M. Jean-Louis), Député de la Creuse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission d'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [25 novembre 1947] (p. 5131).

Dépôts :

Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever toutes amendes infligées à certains paysans échangistes amenés à transporter irrégulièrement du blé ou de la farine, par suite des quantités insuffisantes qui leur sont tolérées, alors que, pratiquement, la vente du pain est libre, **n° 6537** — Le 27 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une permission agricole exceptionnelle de quinze jours à tous les jeunes agriculteurs maintenus sous les drapeaux par suite du décret n° 50-1098, du 11 septembre 1950, **n° 11130**.

Interventions :

Ses rapports sur des pétitions [30 avril 1948] (p. 2449), [10 septembre 1948] (p. 6492). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A. RAVITAILLEMENT, Chap. 301 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour loyers et réquisitions* [2 août 1948] (p. 5217); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire nommer 15 Conseillers par l'Assemblée* [18 août 1948] (p. 5872); *le retire* (p. 5895). — Son rapport sur une péti-

tion [16 novembre 1948] (p. 7013), [14 décembre 1948] (p. 7592). — Ses rapports sur des pétitions [25 janvier 1949] (p. 121), [24 février 1949] (p. 918), [28 juin 1949] (p. 3914, 3915). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Chap. 346 : *Entretien des établissements de l'enseignement agricole* [12 avril 1949] (p. 2355). — Ses rapports sur des pétitions [1^{er} décembre 1949] (p. 6539), [2 janvier 1950] (p. 17), [1^{er} février 1950] (p. 868), [21 juillet 1950] (p. 5778), [4 novembre 1950] (p. 7482), [12 décembre 1950] (p. 8986). — Prend part à la discussion de la loi relative au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE Chap. 1670 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour la direction générale du génie rural* [24 mai 1950] (p. 3897); JUSTICE, Chap. 1020 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Conseil supérieur de la magistrature* [1^{er} juin 1950] (p. 4125, 4126); Chap. 1060 : *Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Cours d'appel (Suppression de trois Cours d'appel)* (p. 4127); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'intervention de tribunaux paritaires en cas de désaccord* [14 février 1951] (p. 1136). — Son rapport sur une pétition [20 février 1951] (p. 1397). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 14 : *Son amendement tendant à permettre aux électeurs d'utiliser des bulletins ne faisant pas état des apparentements* [21 mars 1951] (p. 2338).

DUPRAT (M. Gérard), Député du Lot-et-Garonne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [4 février 1947] (p. 148), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [5 janvier 1948] (p. 66), [26 janvier 1948]